

Déclaration liminaire CTPD du 28 Janvier 2010

Madame la Présidente,

Le 21 Janvier 2010, à l'appel de la CGT, FSU et Solidaires au niveau Fonction Publique, plusieurs milliers de fonctionnaires ont largement exprimé leur ras le bol contre la politique menée depuis plusieurs mois par le Gouvernement.

Par cette action, ils ont voulu dénoncé les suppressions d'emplois (100000 depuis 2007), les attaques contre le statut, l'individualisation des rémunérations, les effets de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la Réorganisation Administrative Territoriale de l'Etat (REATE) qui dégradent chaque jour un peu plus les conditions de travail et la qualité du service rendu aux usagers.

La DGFIP ne fait pas exception à la règle et la situation est tout aussi préoccupante que dans le reste de la Fonction Publique.

Au cas particulier en Côte d'Or, le malaise des agents s'est également traduit par une mobilisation importante des personnels (32,35 % pour la filière fiscale et 11,52 % pour la filière gestion publique).

Les réformes passées (CDI-CDIF par exemple) et celles en cours (fusion DGI-CP avec la mise en place des SIP...) conjuguées aux suppressions d'emplois et à la non reconnaissance des efforts fournis sont autant de facteurs dégradant la vie quotidienne des services et que les agents ne peuvent plus accepter.

Face à cette situation très préoccupante, la seule réponse apportée par l'Administration est l'affichage d'un optimisme et d'une autosatisfaction liés à la réussite des réformes entreprises.

Combien de temps encore, l'Administration pourra ignorer les revendications des personnels et afficher une telle désinvolture ?

Ce discours ne tient plus et devient de plus en plus inaudible pour des personnels qui voient au quotidien leurs conditions de travail et le service rendu à la population se dégrader.

Le gouvernement ne peut demeurer sourd aux légitimes exigences exprimées à nouveau , et soutenues par la majorité des citoyens.

Dans le contexte social et économique actuel, ce sont de toutes autres orientations, conformes aux besoins de toute la population et à l'intérêt général, qu'il faut immédiatement mettre en oeuvre.